

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

7^{ème} année

N°403 DU MERCREDI
02 SEPTEMBRE 2020

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Rebondissement de Hama Amadou sur la scène politique

Les hostilités sont parties pour être rudes entre pouvoir et opposition



On peut dire que les hostilités politiques ont d'ores et déjà commencé entre la majorité au pouvoir et l'opposition politique qui entend imposer la tenue d'élections transparentes et honnêtes, gages d'une alternance à la tête de l'Etat à laquelle elle croit dur comme fer. Par delà les échanges aigres-doux que le chef de file de l'opposition et le candidat du Pnds Tarayya, les fronts de l'opposition ont créé, le dimanche 30 août, avec les organisations de la société civile, des syndicats des associations et des personnalités indépendantes, un cadre de lutte appelé CCR-Karial Mutunci Kassa, la coalition citoyenne pour la République... p.3



Interdiction d'un meeting d'accueil à Malbaza

Ousmane Idi Ango, traité déjà comme un opposant par ses amis du PNDS

Crise au sein du Mnsd-Nassara

Seïni Oumarou surpris dans un complot vil



La situation qui prévaut au sein du Mnsd-Nassara ne laisse pas les militants indifférents, à commencer par ceux de la section de Maradi qui viennent de retirer leur confiance à Seïni Oumarou, à travers une déclaration rendue publique ce mardi 01 Septembre 2020. La section Mnsd de Maradi a réitéré dans cette même déclaration, le rejet de toute forme de modification, de trituration et autre tripatouillages des textes fondamentaux de leur parti, dans le seul dessein de prendre en otage le Mnsd, pour le confier à un directoire à la solde d'un groupuscule d'individus qui ne défendent que leurs propres intérêts... Lire page 6

Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”

À l’orée du changement qui s’annonce, je ne peux que formuler une prière, une seule : que Dieu veille sur le Niger et qu’il nous accorde des dirigeants plus soucieux du Niger et du bien-être de ses enfants !

On m’a rapporté que vous étiez, lundi matin, dans certains quartiers de la ville de Niamey, victimes d’inondations, notamment dans l’arrondissement communal Niamey 5 où l’étendue du désastre ne laisse aucune place au marketing politique. C’est bien que vous ayez fait ce déplacement pour constater, par vous-même, la tragédie dans laquelle baignent des Nigériens parce que votre gouvernement, pourtant averti depuis des mois sur les risques d’inondations, cette année, a dormi sur ses lauriers lorsqu’il s’agit du social. C’est bien que vous ayez fait ce déplacement car il vous aura, au moins, permis de voir, grandeur nature, l’échec patent de votre politique. Vous avez, en effet, pu prendre toute la mesure de la gouvernance antisociale que vous avez privilégiée, sur fond de dépenses de prestige, tels que ces ponts et échangeurs nullement prioritaires ou encore ces mesures fiscales qui ont contribué, depuis la loi de finances 2018, à paupériser le peuple nigérien. La preuve, depuis dix ans que vous êtes à la tête de l’Etat, le Niger, notre pays, est resté dernier dans le classement du Pnud en matière d’Indice de développement humain (IDH). Non seulement, vous n’avez pas pu matérialiser l’énorme potentiel financier dont vous avez hérité en mieux-être pour vos compatriotes, mais vous avez réussi la prouesse d’accentuer la pauvreté. Cela a été confirmé par une enquête récente de l’Uemoa dont vous ne pouvez pas douter et qui classe également notre pays au dernier rang des pays concentrant le plus grand nombre de pauvres : 75,5% de vos compatriotes sont pauvres alors que notre pays a trois fois, quatre fois, plus de ressources que des pays mieux classés.

Monsieur le “Président”

À Haronbanda, vous avez pu voir ce à quoi les fonds que vous avez investi dans des ponts et des échangeurs qui n’ont aucun caractère prioritaire au stade actuel du développement de Niamey, auraient pu servir. Or, la gouvernance, c’est d’abord une question de priorité, voire d’urgence.

À Haronbanda, vous avez pu évaluer à sa juste mesure l’étendue de vos erreurs de gouvernance. Vous en prenez la mesure alors qu’il ne vous reste plus que sept mois. Vous allez pour ainsi dire partir en laissant le peuple auquel vous avez juré de donner le meilleur, dans l’eau, l’insécurité, les détournements de deniers et biens publics, les trafics de drogue et d’armes.

Ces fonds que vous avez mis dans les ponts et échangeurs auraient pu servir à construire des digues étudiées pour la circonstance, des retenues d’eau que nous pourrions empoisonner, des haies de béton, etc. Je sais que dans nos rangs de conseillers, payés ou non, il y en a qui tendent à incriminer les populations victimes en soutenant qu’ils n’ont pas à s’installer là où ils sont, comme si l’on a toujours la possibilité d’avoir un logis là où l’on veut. La vérité est que vous n’avez pas travaillé à sécuriser votre peuple. Il n’y a pas qu’à Niamey où vous avez manqué de faire ce que vous avez à faire et pour lequel vous

avez disposé de ressources plus-que suffisantes.

Monsieur le “Président”

On n’est pas dernier par hasard, comme on n’est pas premier par hasard. L’école est en faillite et l’on comprend à présent, avec la vente de l’école publique Terminus 2, les promesses sibyllines que vous avez faites, lors de votre investiture en avril 2011, à l’école nigérienne, l’ascenseur social que vous dites avoir fait de vous ce que vous êtes devenu. Pour vendre une école publique à un promoteur privé, il faut avoir un rapport tout autre que celui que vous dites en avoir avec l’école nigérienne. Belle reconnaissance ! Sous votre règne, le Niger a connu, vous devez l’accepter, un recul grave. Non seulement vous avez échoué à offrir à vos compatriotes le minimum autorisé par les ressources disponibles, mais vous avez pêché dans la politique sécuritaire. Et même lorsque l’occasion vous a été donnée de vous laver de tout soupçon dans l’affaire des fonds de l’armée, vous avez préféré louvoyer pour, finalement, imposer une démarche inappropriée à la procédure judiciaire.

Monsieur le “Président”

Je vous avais déjà dit que tout semble s’écrouler sous vos pieds. Regardez autour de vous dans quel état vous allez laisser le Niger : les secteurs sociaux de base sont malades, ce qui justifie le dernier rang du Niger dans toutes les enquêtes sérieuses (Pnud, Uemoa) ; la corruption est devenue endémique, voire, une méthode de gouvernance ; les fonds et biens publics sont détournés impunément, appauvrissant l’Etat au profit de certains individus qui ne se comptent plus autour de vous ; le trafic de drogue a si prospéré, car toléré, qu’il est devenu banal ; le banditisme armé et le terrorisme transfrontalier endeuillent quotidiennement des foyers nigériens ; l’Etat est spolié de ses biens, y compris des écoles à l’image de l’école Terminus 2, cédée à l’université suisse, ... ; et à présent, les inondations qui détruisent tout. C’est le cas à Niamey et pas seulement à l’arrondissement communal Niamey 5, mais aussi à Agadez, notamment dans le village de Tajajarat, à Nguiguimi, Ayorou, Téra, etc. Ah, J’allais oublier les routes ! Les deux plus grandes routes économiques du Niger, à savoir la route de l’uranium et celle qui relie Dosso à Gaya, sont toujours dans un état déplorable, occasionnant de très nombreux accidents de la route. En neuf ans, vous n’avez pas cru bon de vous décarcasser pour les refaire, mais vous avez trouvé les ressources financières, à crédit là aussi, pour construire des routes reliant des villages, notamment dans le département d’Illéla où vous êtes né.

Monsieur le “Président”

Pourquoi ne dites-vous pas à vos compatriotes la situation réelle du Niger en matière d’endettement ? Vous savez, il se raconte que vous avez tellement fait endetter l’Etat que le jour où ils apprendront ce réel, même ceux qui vous soutiennent vont regretter de l’avoir fait. Lorsque le voile noir sera levé sur la réalité sur le niveau de l’endettement actuel et l’hypothèque que vous

faites ainsi peser sur les capacités d’investissement de l’Etat sur ressources propres, notamment pour les secteurs sociaux de base qui en ont tant besoin, il n’y aura plus que ceux qui ont détourné les milliards de la Défense, de la Soraz, l’aide alimentaire pakistanaise, etc., qui regretteront votre départ. À ce propos, j’ai vu que vous avez encore fait, le 27 août 2020, une levée de fonds sur le marché financier de l’Uemoa pour un montant de 27 500 000 000 FCFA que vous vous êtes engagé à rembourser le premier ouvré suivant la date d’échéance fixée au 26 août 2021 ; soit après votre départ. Les intérêts, indique-t-on, sont payables d’avance et précomptés sur la valeur nominale des bons qui est d’un million de FCFA. Mais, dans tout ça, j’ai relevé qu’il y a tout de même, dans cette situation d’incurie gouvernementale, des riches hommes qui continuent à faire confiance à un Etat dans lequel des individus détournent impunément des fonds publics destinés à la défense nationale. Sur ces 27 milliards et demi, sept (07) proviennent de Nigériens aisés. Je me suis dit que, soit, ils font partie des nouveaux riches partis de rien mais qui ont la couverture et le soutien nécessaire pour piller l’Etat, soit, ils sont inconséquents pour prêter à un Etat dont ils connaissent la réalité financière. Peut-être, comme l’avance un ami, les prêteurs sont aussi les obligés.

Monsieur le “Président”

Dans sept mois, un nouveau président vous succédera à la tête de l’Etat. Il aura beaucoup à faire pour redresser le Niger, tant votre magistère a mis en mal les valeurs de la République, de la société nigérienne, la démocratie et la justice. Ce sera un combat de titans, mais je ne désespère pas autant de mon peuple. Comme tant d’autres qui ont connu pire situation, je sais que le peuple nigérien est capable de panser ses plaies ; que les Nigériens sont en mesure de se serrer les coudes, de se donner la main pour se projeter dans l’avenir. Je sais que mon peuple, assoiffé d’unité et de justice, saura réinventer l’avenir en livrant une rude bataille contre les maux qui, sous votre gouvernance, ont ruiné les fondements de la République, de la démocratie et de la nation en construction.

Vous devez, dès à présent, le savoir. Tout sera à refaire après vous : les fondements de la République, de la démocratie, les lois, la justice surtout, absolument tout. Mais, mon réconfort pour le Niger, c’est que le boom du pétrole commencera véritablement après vous, juste après vous, ce qui sera une bouffée d’oxygène pour le nouveau pouvoir qui y puisera ainsi les ressources nécessaires pour faire face, en priorité, aux problèmes, multiples et complexes, qu’a généré votre gouvernance sur laquelle vous connaissez mon opinion.

À l’orée du changement qui s’annonce, je ne peux que formuler une prière, une seule : que Dieu veille sur le Niger et qu’il nous accorde des dirigeants plus soucieux du Niger et du bien-être de ses enfants !

Mallami Boucar

Rebondissement de Hama Amadou sur la scène politique

Les hostilités sont parties pour être rudes entre pouvoir et opposition

Ce qu'on appelle désormais la rentrée politique du chef de file de l'opposition, Hama Amadou, lors du congrès d'investiture d'Omar Hamidou Tchiana, président du parti Amen-Amin, a manifestement enclenché les hostilités politiques entre les deux pôles qui se disputent les faveurs des électeurs nigériens au titre des élections locales et générales 2020-2021. Des hostilités qui vont être chaudes au regard de la "violence" des coups d'annonce. Aux accusations crues, directes et déstabilisatrices de Hama Amadou qui a dénoncé l'illégalité de la campagne du candidat du pouvoir et la volonté, manifeste de le faire passer président de la République comme lettre à la poste, ont fait écho la réplique cinglante mais quelque peu osée de Mohamed Bazoum qui dit à qui veut l'entendre qu'il ne compte pas s'arrêter parce que des gens dénoncent le caractère illégal de sa campagne électorale avant l'heure. Mieux, il souligne que ceux qui le dénoncent n'y peuvent rien et que, s'ils le contestent, ils n'ont qu'à faire ce qui leur convient pour mettre un terme à son périple électoral. Visiblement, les nombreuses piques de Hama Amadou ont fait mal, très mal puisqu'il y est pêle-mêle dénoncé l'illégalité de la campagne électorale que mène Mohamed Bazoum, mais également la collusion avec le narcotraffic et la corruption comme arme de combat électoral.

Plus qu'une réplique à Hama Amadou, le propos de Mohamed Bazoum est une gifle retentissante à maître Issaka Souna, le président de la Ceni.

Mohamed Bazoum a averti : « je ne compte pas m'arrêter et j'irai, n'en déplaise à ceux qui s'en plaignent, dans toutes les communes du Niger ». Plus qu'une réplique à Hama Amadou, le propos du président et candidat du Pnds Tarayya est une gifle retentissante à maître Issaka Souna, le président de la Ceni qui, la veille, cherchait à rassurer par voie de presse, sur la crédibilité du processus électoral en cours. Pourtant, il n'a pas levé le petit doigt pour l'enjoindre d'arrêter son périple électoral, encore moins de lui appliquer la sanction prévue par le code électoral. Un code électoral qui est violé, a indiqué le chef de file de l'opposition, par ceux qui l'ont élaboré à leur convenance. Selon l'article 91 de la loi électorale, « avant l'ouverture de la campagne, tous actes de propagande électorale déguisée, toutes manifestations ou déclarations publiques de

soutien à un candidat ou à un parti politique ou coalition de partis politiques, faits directement ou indirectement par toute personne, association ou groupement de personnes, quels qu'en soient la nature ou le caractère, sont interdits. ». Pourtant, ni la Ceni, précisément interpellée sur la question, ni le ministère de l'Intérieur, n'a daigné interdire cette campagne électorale qui plombe toute communication sur la crédibilité du processus électoral.

La tenue d'élections démocratiques, transparentes et inclusives avec une Ceni véritablement indépendante et un juge constitutionnel impartial.

On peut dire que les hostilités politiques ont d'ores et déjà commencé entre la majorité au pouvoir et l'opposition politique qui entend imposer la tenue d'élections transparentes et honnêtes, gages d'une alternance à la tête de l'Etat à laquelle elle croit dur comme fer. Par delà les échanges aigres-doux que le chef de file de l'opposition et le candidat du Pnds Tarayya, les fronts de l'opposition ont créé, le dimanche 30 août, avec les organisations de la société civile, des syndicats des associations et des personnalités indépendantes, un cadre de lutte appelé CCR-Karial Mutunci Kassa, la coalition citoyenne pour la République. Ce cadre envisage de mener le combat politique nécessaire pour, entre autres, défendre la souveraineté nationale et l'intégrité du territoire, la tenue d'élections démocratiques, transparentes et inclusives avec une Ceni véritablement indépendante et un juge constitutionnel impartial. Ce cadre n'a pas encore déroulé son agenda que, sur le plan strictement politique, un autre cadre émerge des consultations entre les fronts de l'opposition.

À trois mois de la période légalement programmée, le Niger, peut-on dire, bascule subitement dans la fièvre électorale sur fonds d'invectives.

Aujourd'hui, en principe, les fronts de l'opposition vont lancer le CAP/2020-2021, un cadre de lutte politique longtemps mijoté, apprend-on. En attendant d'en savoir davantage sur les contours de nouveau cadre, il est certain que ce sera une autre occasion de s'attaquer vertement à la campagne illégale de Mohamed Bazoum et à la conduite générale du processus électoral. C'est dire que les hostilités seront rudes. À trois



mois de la période légalement programmée, le Niger, peut-on dire, bascule subitement dans la fièvre électorale sur fonds d'invectives. Un climat déjà surchauffé qui laisse présager des risques majeurs de grave crise électorale. Face à un régime déterminé à gagner des élections avec des moyens et des méthodes que l'opposition dit frauduleux et qu'elle a dénoncés dans un livre blanc publié en fin juillet dernier, celle-ci est plus que jamais décidée à se battre pour imposer un processus électoral dénué de tout soupçon. Et pour le besoin de la cause, les militants se disent régulièrement prêts à en découdre avec le pouvoir.

Un régime sans aucune chance de gagner les élections de façon crédible

L'opposition, qui dit soupçonner le pouvoir de vouloir rééditer le hold-up électoral de 2016, entend ne pas l'accepter. Or, il se trouve que, au regard des scandales interminables et gravissimes dans lesquels le régime baigne, il est certainement impossible pour lui de gagner les élections. Et c'est d'ailleurs probablement la raison pour laquelle, depuis des années, il a interdit et systématiquement réprimé les manifestations de l'opposition et des organisations de la société civile. À ce jour, trois de ses acteurs-clés sont encore incarcérés de puis des mois pour avoir dénoncé et manifesté contre les détournements des fonds de l'armée. Pendant ce temps, les auteurs desdits détournements sont en totale liberté et jouissent des fruits de leurs larcins.

Outre cette mare de scandales dans laquelle baigne le régime, l'opposition a peut-être de bonnes raisons d'estimer que sans fraudes, le pouvoir actuel ne peut gagner Les élections locales et générales. Le contrat avec Gemalto, l'opérateur technique chargé de la biométrie est resté à ce jour inconnu des Nigériens. Sans compter que, selon des sources politiques crédibles, les cartes d'électeurs ne sont plus biométriques. Une polémique qui a tardivement fait sortir Issaka Souna pour le démentir. Sans succès !

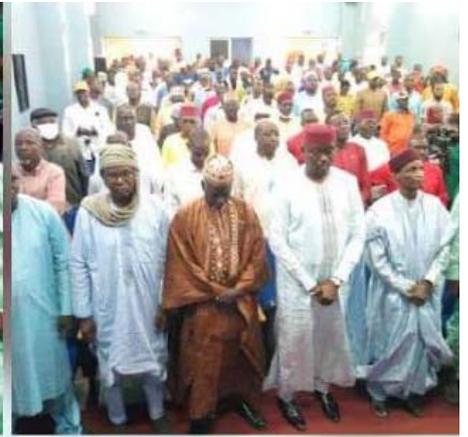
YAOU

Naissance d'un front politique

Le CCR, une nouvelle force de combat qui surgit de nos malaises

L'Opposition nigérienne avait lutté avec, aux avant-postes de la lutte politique, le Moden/Fa Lumana qui s'était illustré par la hargne de ses militantes et militants qui ne reculèrent devant aucune menace ? Dans un tel engagement sans borne, ils connurent toutes sortes de brimades, le harcèlement, la prison, la stigmatisation, le bannissement, l'exclusion. Ils assumèrent leur choix, dignement et n'entendirent pas se renier et renier leurs convictions. Ils aiment se battre pour la vérité dans la fierté de ce qu'ils sont dans le pays : des citoyens à part entière, et responsables qui n'entendent pas mendier leur place dans la nation. Dans l'inconfort de leur situation qui ne pouvait pour autant éteindre leur ardeur, ils charmaient les Nigériens qui pouvaient saluer leur détermination dans un pays où, des hommes perdirent leurs valeurs, le sens de tout idéal, prêts à se vendre au plus offrant pour mériter quelque confort dans le système le plus odieux qui les aura démarchés. Le ventre, à la place de la tête, pouvait commander leurs actes et leurs choix on ne peut plus alimentaires. Mais l'opposition, tombe vite dans une léthargie ; pour certains parce qu'elle se serait essouffée, pour d'autres parce qu'elle a changé de tactique de lutte pour refuser un combat frontal dans un contexte qui ne lui était pas favorable.

La société civile avait aussi lutté et souvent, son engagement était tel que certains pouvaient croire qu'elle agissait par procuration pour défaire un système dont le rôle premier a été d'opprimer le peuple, de lui rendre la vie difficile. Ses acteurs et ses leaders avaient connu aussi les mêmes traitements dégradants de la part d'un gouvernement qui ne peut accepter que des opinions contraires émergent dans l'environnement politique où l'on ne cultive que le culte de la personnalité pour montrer qu'un autre pouvait être un surhomme. Mais ce rôle capital de la société civile dans nos démocraties n'est pas du goût des princes qui jouent à contrarier leur rôle, et leurs actions. L'objectif est d'anéantir cette société civile émergente de nos démocraties, société civile qui gagne de plus en plus en confiance auprès d'un peuple que la démocratie déçoit cha-



que jour davantage. Les acteurs de la société civile connurent le goulag, toutes les persécutions qui les ont souvent envoyés en prison pour en être sortis plusieurs mois après, à la suite d'un non-lieu. Aujourd'hui, en plus de ce qu'une opinion appelle des détenus politiques de la Renaissance, dans les geôles du système l'on compte des acteurs ciblés de la société civile qui croupissent en prison.

Mais dans cet élan national, nationaliste, les organisations syndicales, celles-là même qui ont accompagné dans toutes les luttes du peuple, ont brillé par leur absence, certainement pour des raisons qui leur sont personnelles, inavouables. En effet, les Nigériens peuvent avoir compris les accointances qu'il y a entre certains leaders syndicaux et certains centres du pouvoir actuel dont ils n'avaient été que des supplétifs, toute la période pendant laquelle, gouvernant le syndicat, ils se tenaient intransigeants pour soutenir le rôle d'opposants qui était celui de leurs amis. Mais l'histoire jugera car il s'agit aujourd'hui, de faire ou le choix d'un pays auquel l'on est forcément redevable,

ou celui d'une clique de rapaces qui ont fait le choix de saccager l'Etat et de le détruire pour le confort des princes.

Face aux menaces que la gestion actuelle fait peser sur le pays, il est évident qu'il urge de prendre collectivement conscience des risques auxquels s'expose le pays pour adopter conséquemment l'attitude responsable qui sied.

Le CCR, une nouvelle force de combat qui surgit de nos malaises...

La Coalition Citoyenne pour la République (CCR) regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques a vu le jour le 30 août 2020 à l'Amphithéâtre Ibrahim Yacouba, sis au siège du Syndicat des douanes, le SNAD. Le malaise est partout, et dans tous les pans de la société où l'on peut entendre ici et là les plaintes de populations qui désespèrent, ne pouvant avoir foi à un gouvernement qui a largement montré ses limites. Comme pour montrer à quel point la Renaissance aura trahi les aspirations du peuple nigérien qui, « Au sortir de la Conférence Nationale Souveraine qui a suscité

Naissance d'un front politique

Le CCR, une nouvelle force de combat qui surgit de nos malaises

beaucoup d'espoir, [...] s'est résolument engagé à consolider les principes de l'Etat de droit, la défense de l'intégrité du territoire et de la souveraineté nationale». Par cette ambition clairement énoncée par le peuple du Niger, les Nigériens exprimaient leur attachement « [...] à la liberté, l'égalité, la justice, la sécurité, et la dignité des citoyens». Les espoirs suscités par l'avènement de la démocratie se sont dissipés pour laisser place au cauchemar. Les populations ont déchanté et découvre la démocratie telle qu'on la pratique aujourd'hui comme une tromperie. C'est pourquoi, dira le CCR, dans sa déclaration inaugurale : «Mais aujourd'hui, trente (30) ans après, force est de constater que notre bien commun, la République, est en danger parce que menacée d'expropriation par une poignée de personnes qui veulent en faire leur propriété privée». Les socialistes peuvent-ils avoir oublié qu'une élection, ou du moins une victoire à une élection, ne fait pas de l'Etat un butin dont on peut faire ce que l'on veut, dans le mépris total des aspirations des populations. C'est à croire que les socialistes n'ont jamais rien compris de la gestion de l'Etat. La nouvelle coalition, voit tout en noir.

Sombre tableau...

La nouvelle structure qui se prépare à se battre pour la démocratie et pour préserver la souveraineté du pays, ne peut voir dans la gestion socialiste des actes qui rabaisse la démocratie, ruine l'Etat, affaiblit l'autorité de l'Etat, la cohésion nationale. Ainsi, dirait-elle, partout «se sont développées des pratiques malsaines de gouvernement caractérisées par : le clientélisme, l'exclusion, l'intolérance, l'arbitraire, l'impunité, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, la dérive autoritaire, le régionalisme, l'ethnocentrisme, le clanisme et le culte de la personnalité». Les fractures n'ont jamais été aussi profondes qu'en cette ère de socialisme hybride, contrefait. C'est pourquoi, dénonce-t-il «une dictature personnelle entièrement au service d'une économie criminelle et de prédation». Comment ne pas se rappeler ici les différents scandales qui ont émaillé la gestion des camarades et terni

au plan international l'image et la réputation du pays ? Africard, Uraniumgate, le riz pakistanais, MDN-Gate, pour ne citer que ces exemples emblématiques d'une gestion chaotique. Les socialistes se sont permis tous les excès, toutes les démesures, toutes les folies rancunières pour organiser leur pouvoir comme une vendetta contre certains Nigériens qui pourraient être à leurs yeux, à l'origine de leurs échecs. Cette gestion est marquée, ainsi que le décrit le CCR, par «Les atteintes aux libertés publiques, la corruption, les injustices, la concussion, le développement de l'économie criminelle» avec des narcotrafiquants notoirement connus mais qui sont restés jusqu'ici impunis, car bénéficiant de la protection d'un système qui lui doit souvent son confort. La circulation de la drogue est souvent à ciel ouvert dans le pays comme si le Niger devenait un pays voyou, un point d'attraction de la criminalité mondiale. D'ailleurs, dira le CCR, «[...] nul n'ignore au Niger la montée en puissance des narcotrafiquants qui ont fait main basse sur des pans entiers de l'économie nationale, enserrant dans les tentacules de leur système mafieux, pratiquement tous les rouages de l'Etat». Tout le monde sait que «Certains barons de cette activité criminelle ont leur entrée jusqu'au sommet de l'Etat» et ne purent jamais être inquiétés pour une telle activité qu'ils mènent en toute impunité.

Il y a donc à s'inquiéter pour le Niger et les Nigériens doivent comprendre que leur pays est sur une pente raide, glissante. Aussi, rappelle, la nouvelle coalition, «Non content de mettre les institutions au service de l'économie criminelle, le régime s'est encore arrogé le droit de régenter à son gré les libertés fondamentales des citoyens. Ainsi en est-il des libertés syndicales, d'opinion, de manifestation, de communication, de presse et d'accès équitable aux médias d'Etat». Pour restreindre les libertés, si le régime ne se plaint pas du fait qu'on veuille organiser des manifestations la nuit, il peut se servir de quelques beaux prétextes, à savoir l'incompatibilité de certaines alliances à ses yeux hétéroclites dans les fronts de lutte, de la pandémie de la Covid- 19. Le système ne

peut donc pas engranger des progrès notables dans la conduite des affaires publiques car ayant sacrifié l'essentiel sur l'autel de l'accessoire. Le nouveau regroupement, pour cela, se plaint des contreperformances d'un gouvernement incapable : «En effet, neuf (9) années consécutives sous le régime de Mahamadou Issoufou, notre pays le Niger, est classé dernier en IDH. Ce classement déshonorant vient d'être confirmé par une enquête diligentée en juillet 2020 par l'UEMOA et qui a relevé que le Niger est aussi le dernier de cette union avec 75,5% de pauvres». Comment ne pas en souffrir quand pourtant, dans presque tous les discours, se flattant de progrès invisibles, l'on nous fait entendre que le Niger serait l'une des économies les plus dynamiques du monde, non pas que de l'Afrique ?

Peut-on dès lors continuer à observer en spectateurs passifs la descente aux enfers d'un pays qui sombre dans le chaos ? Faut-il attendre que coule ce pays pour verser des larmes de crocodiles, et crier au malheur ?

Le temps de ressaisissement...

L'heure est grave comme dirait l'autre. Dans ces situations graves, tout silence est un crime. Toute inaction aussi. Les Nigériens, sont dans leur ensemble interpellés pour sauver un pays qui va à vau-l'eau. Il y a donc urgence à agir et à se dresser contre l'arbitraire et la mise sous coupe réglée de la démocratie et de l'Etat de droit. Pour le CCR, «Au vu de tout ce qui précède, les Nigériens ont l'obligation de mettre un terme à cette descente aux enfers». Face aux fragilités et aux blessures d'un pays émietté, les leaders du nouveau front se disent «résolus à contribuer à un retour rapide à la cohésion sociale et à la paix» et «déterminés à restaurer, promouvoir et défendre les valeurs de la République et de la démocratie».

Mais il reste à juger le CCR sur pièce en occupant l'espace politique et la rue pour se faire entendre et faire entendre raison à un système «sourd et aveugle».

Le Niger a besoin d'une énergie nouvelle...

Gobandy

Crise au sein du Mnsd-Nassara

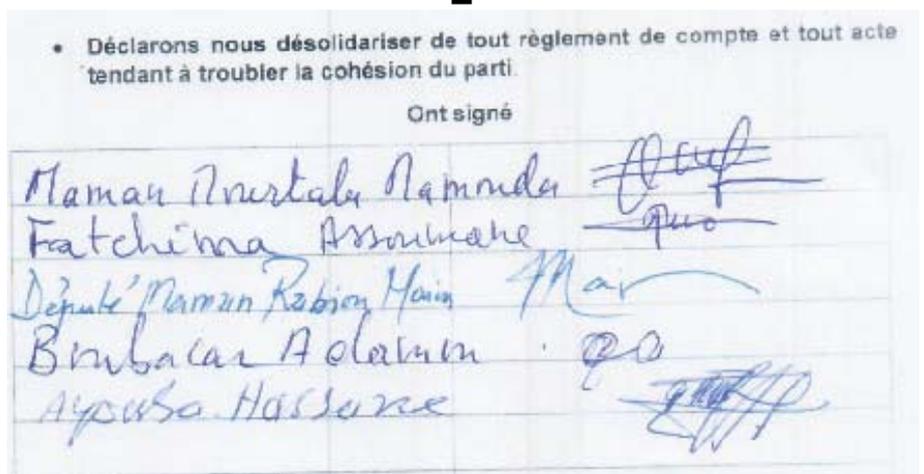
Seïni Oumarou surpris dans un complot vil

Cinq députés, sur les vingt (20) que compte le Mnsd-Nassara au niveau de l'Assemblée Nationale, ont apporté le jeudi 27 août dernier tout leur soutien à l'actuel ministre de la Formation Professionnelle, Monsieur Abdoukadi Tidjani Idrissa, illégalement remplacé à son poste de Secrétaire Général, sur la base d'un piètre complot qu'ils imputent à la seule personne du président national du parti, M. Seïni Oumarou. Tout en condamnant avec la dernière énergie la non-reconduction de M. Abdoukadi Tidjani Idrissa à son poste de Secrétaire général du parti, un poste qui revient de droit à la section Mnsd de la région de Maradi selon une coutume de ce parti, les cinq députés signataires accusent Seïni Oumarou d'être à l'origine des nombreuses crises qui minent le Mnsd-Nassara ces dernières années.

La toute récente crise au sein du Mnsd a couvé depuis 2013, suite à l'échec d'une première tentative du parti pour rallier le camp de la Mouance présidentielle, mais celle-ci a longtemps été ravivée par une camarilla politique autour de Seïni Oumarou et dont la mission principale est de se mettre à son service et non pour servir les intérêts du parti, déplorent plusieurs responsables du Mnsd, qui sont désormais solidaires du combat que mène le ministre Abdoukadi Tidjani pour restaurer au Mnsd ses valeurs perdues.

Trituration en série des textes fondamentaux du Mnsd en dehors de toute procédure légale, multiples assignations du parti devant les tribunaux judiciaires, incapacité de rassembler les militants autour de la cause du parti, sont entre autres, les griefs reprochés à Seïni Oumarou.

Dans leur déclaration de la semaine passée, les députés qui ont ouvertement pris fait et cause pour Abdoukadi Tidjani Idrissa, tout en réaffirmant son attachement au Mnsd et à la Mouance présidentielle. Ces derniers se sont vertement attaqués à Seïni Oumarou, qualifiant sa façon de gérer le parti à «des pratiques antidémocratiques, claniques et divisionnistes» dont le seul but recherché depuis fort longtemps est de démotiver la majeure partie des militants, en cette veille des élections locales et générales. Ce qui s'apparente aux yeux de ces parlementaires à «un démantèlement programmé» d'une formation politique qui, selon



eux est pourtant devenue une vache à lait pour Seïni Oumarou et son entourage politique.

La déclaration de ce 27 août 2020 marque ainsi le début de l'installation d'un climat de défiance et de contestation de la légitimité du Haut représentant du Président de la République, affirme une source proche des parlementaires signataires de cette déclaration de soutien en faveur de M. Abdoukadi Tidjani.

En effet, selon notre source, ces députés ne sont pas seuls dans leur combat pour la réhabilitation de l'actuel Ministre de la formation professionnelle, Abdoukadi Idrissa Tidjani, à son poste de Secrétaire général légitime et la restauration de la grandeur du Mnsd. De Tillabéry à Diffa, en passant par Tahoua, d'autres députés ainsi que des responsables du Bureau politique bien cotés, ont déjà fait sienne cette bataille pour le sauvetage du Mnsd des mains avant qu'il ne se transforme en un groupement d'intérêts économiques à la solde de Seïni et de sa famille politique.

Qualifié autrefois de «Grand Baobab», en raison de sa forte implantation dans le fin fond du Niger et d'éclatantes victoires politiques qu'il a engrangées lors des différents scrutins politiques organisés depuis l'avènement du multipartisme au Niger, le Mnsd-Nassara est désormais réduit à sa portion congrue du fait de la mauvaise gestion et de l'amateurisme de son chef. Cadres du parti comme simples militants de base, taxent le président du parti, d'être l'instigateur numéro 1 de toutes les crises qu'a connues le Mnsd-Nassara ces dernières années.

En vérité, derrière toute cette cabale, Seïni Oumarou veut simplement créer les conditions

de l'accaparement de toutes les affaires du parti par un seul clan politique composé exclusivement des responsables d'une seule section (sur les huit), pour empêcher toute alternance crédible et utile à la tête du Mnsd.

Au surplus, selon nos sources, il veut s'assurer lui et ses arrières à travers un semblant de relève composée de ses hommes de mains facilement manipulables, voulant ainsi faire à la longue du Mnsd-Nassara, même après sa retraite politique un gagne-pain sûr. C'est dans cette seule perspective qu'il s'est lancé dans une vaste entreprise de liquidation politique de tous les responsables qui ne font pas son affaire.

Quand on sait que lui-même Seïni Oumarou n'a plus de fief politique, on voit mal comment celui-ci peut prospérer dans ses manœuvres sournoises visant à réduire à néant le potentiel du Mnsd dans une région comme Maradi qui est désormais le fief incontesté du parti. On en veut pour preuve les résultats des dernières élections générales de 2016.

La situation qui prévaut au sein du Mnsd-Nassara ne laisse pas les militants indifférents, à commencer par ceux de la section de Maradi qui viennent de retirer leur confiance à Seïni Oumarou, à travers une déclaration rendue publique ce mardi 01 Septembre 2020. La section Mnsd de Maradi a réitéré dans cette même déclaration, le rejet de toute forme de modification, de trituration et autre tripatoillages des textes fondamentaux de leur parti, dans le seul dessein de prendre en otage le Mnsd, pour le confier à un directoire à la solde d'un groupuscule d'individus qui ne défendent que leurs propres intérêts.

A.Y

Déclaration de la Coalition Citoyenne pour la République : CCR KARIAL MUTUNCIN KASSA

Au sortir de la Conférence Nationale Souveraine qui a suscité beaucoup d'espoir, le peuple nigérien s'est résolument engagé à consolider les principes de l'État de droit, la défense de l'intégrité du territoire et de la souveraineté nationale. Cet engagement était conforme aux aspirations les plus profondes du peuple nigérien à la liberté, l'égalité, la justice, la sécurité, et la dignité des citoyens.

Toutes ces aspirations humanistes se fondaient aussi sur l'ambition de promouvoir le développement socio-économique et l'épanouissement culturel de tous.

Une Constitution garantissant la jouissance de tous ces droits à travers un service public de qualité et l'exercice des droits collectifs et individuels fut adoptée.

Mais aujourd'hui, trente (30) ans après, force est de constater que notre bien commun, la République, est en danger parce que menacée d'expropriation par une poignée de personnes qui veulent en faire leur propriété privée.

En effet, dans le régime de Mahamadou Issoufou, en lieu et place de la bonne gouvernance adossée aux valeurs fondamentales de la République, se sont développées des pratiques malsaines de gouvernement caractérisées par : le clientélisme, l'exclusion, l'intolérance, l'arbitraire, l'impunité, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, la dérive autoritaire, le régionalisme, l'ethnocentrisme, le clanisme et le culte de la personnalité. Ces méthodes pernicieuses de gestion ont porté atteinte à la souveraineté nationale, et ont abouti à l'instauration d'une dictature personnelle entièrement au service d'une économie criminelle et de prédation, et la propension à privilégier les intérêts extérieurs au détriment de l'intérêt national.

L'institution d'un tel système de gouvernance au mépris des dispositions de la Constitution a induit à :

- La caporalisation de toutes les institutions de la République dans la logique de la concentration des pouvoirs d'État dans leur ensemble entre les mains du seul maître du régime ;

- L'instrumentalisation de l'appareil judiciaire ;
- Le privilège de l'impunité pour les suppôts du régime ainsi que

- L'enrichissement illicite et massif de ses soutiens ;

- La prison et/ou les harcèlements policiers et administratifs quotidiens pour

- Les esprits indépendants ;

- L'insécurité jamais égalée sur l'ensemble du territoire national avec conséquemment les tragédies quotidiennes que vivent les populations dans l'Est, l'Ouest, le Nord et le Sud du pays en raison des agressions mortelles des bandes armées. A ces agressions criminelles des bandes armées, il faut ajouter l'indifférence traumatisante pour les populations de l'absence de réaction des autorités même lorsqu'elles sont prévenues de l'imminence d'attaques par ces bandes armées. Ces agressions ont cours malgré la présence de Forces Armées étrangères dont le niveau d'équipement aurait pu être d'un apport décisif dans la lutte contre l'insécurité ; ce qui, malheureusement, n'est pas le cas. Les résultats mitigés dans la sécurisation des personnes et des biens, très loin des attentes des populations,

et l'extension des activités criminelles, font naître au sein de l'opinion un sentiment général de complicité.

La mise en œuvre d'une politique de paupérisation des nigériens par l'installation d'un système de corruption favorable à l'achat des consciences ;

La multiplication des détournements dans la gestion des ressources financières et naturelles du pays, la corruption et l'impunité qui lui sont associées. A cet égard il faut souligner le scandale au Ministère de la Défense Nationale, le plus grave connu à ce jour y compris à l'international. Sans aucune considération de l'émoi général suscité par ce scandale, le pouvoir s'efforce de l'étouffer afin de se protéger, lui et les malandrins à son service.

Par ailleurs, nul n'ignore au Niger la montée en puissance des narcotrafiants qui ont fait main basse sur des pans entiers de l'économie nationale, enserrant dans les tentacules de leur système mafieux, pratiquement tous les rouages de l'appareil de l'État. Certains barons de cette activité criminelle ont leur entrée jusqu'au sommet de l'État.

Non content de mettre les institutions au service de l'économie criminelle, le régime s'est encore arrogé le droit de régenter à son gré les libertés fondamentales des citoyens. Ainsi en est-il des libertés syndicales, d'opinion, de manifestation, de communication, de presse et d'accès équitable aux médias d'État.

Finalement et pour se résumer, cette gouvernance chaotique a conduit, sur fond de grande corruption dans la réalisation des investissements et autres actions, à la dégradation des services sociaux de base et aggravé la pauvreté dans le pays.

En effet, neuf (9) années consécutives sous le régime de Mahamadou Issoufou, notre pays le Niger, est classé dernier en IDH. Ce classement déshonorant vient d'être confirmé par une enquête diligentée en Juillet 2020 par l'UEMOA et qui a relevé que le Niger est aussi le dernier de cette union avec 75,5% de pauvres.

Face à ce sombre tableau quel avenir pour la jeunesse actuelle et les générations futures ?

Malgré cet échec retentissant, le régime de Mahamadou Issoufou s'évertue à créer les conditions de son maintien aux commandes de l'État. Pour ce faire, il compte sur un code électoral, une CENI et une cour constitutionnelle taillés sur mesure. Toute chose qui rendrait toute alternance politique impossible.

Au vu de tout ce qui précède, les nigériens ont l'obligation de mettre un terme à cette descente aux enfers.

C'est pourquoi,

Nous, partis politiques, syndicats, associations et personnalités indépendantes,

- profondément préoccupés par la préservation et la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté de notre pays ; attachés à l'unité et à la cohésion du peuple souverain résolu à contribuer à un retour rapide à la cohésion sociale et à la paix ;

- déterminés à restaurer, promouvoir et défendre les valeurs de la

- République et de la démocratie ;

- soucieux de promouvoir le développement socio-économique et culturel de notre pays, le Niger ;

- décidés et engagés à nous consacrer sans

relâche à la réalisation de cet idéal républicain ;
-prenons date devant l'Histoire de nous constituer en Coalition Citoyenne pour la République : C. C. R - KARIAL MUTUNCIN KASSA et adoptons la plate-forme ci- dessous :

I. De la souveraineté

Nos actions visent à :

- 1-défendre la souveraineté nationale et l'intégrité du territoire ;

- 2-exiger la résolution des questions sécuritaires notamment l'équipement adéquat des FDS ainsi que le renforcement de leur autonomie opérationnelle ;

- 3-exiger le respect des dispositions constitutionnelles relativement à la présence sur notre territoire de toute force étrangère, contrairement à la situation actuelle née de la seule volonté de Mahamadou Issoufou.

II. De la démocratie

Défendre :

- 1-la liberté d'expression, de manifestation, de presse et d'opinion, les libertés syndicales et d'associations conformément aux dispositions de notre Constitution ;

Exiger :

- 2-l'accès équitable aux médias d'État ;

- 3-l'adoption d'une loi électorale juste et équitable avec l'ensemble des acteurs nationaux ;

- 4-la tenue d'élections, démocratiques, transparentes et inclusives avec une CENI véritablement indépendante et un Juge constitutionnel impartial ;

III. De la gouvernance

Exiger :

- 1-l'égalité de tous les citoyens devant la loi ;

- 2-l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs ;

- 3-un traitement judiciaire rigoureux du détournement des fonds alloués au Ministère de la Défense et de tous les crimes économiques sans omettre les cas de haute trahison ;

- 4-l'audit de toutes les Institutions et démembrements de l'État ;

- 5-l'application des ordonnances portant dépolitisation de l'administration ;

- 6-la transparence dans la gestion des ressources naturelles conformément aux dispositions constitutionnelles ;

- 7-l'abrogation des lois liberticides sur la cybercriminalité et l'interception des messages électroniques ;

- 8-la libération de tous les détenus politiques, d'opinion et les acteurs de la société civile.

IV. Des conditions de vie et de travail

Exiger :

- 1-l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et des citoyens en général ;

- 2-l'amélioration des conditions de vie du monde rural en lui assurant une juste rémunération des produits agricoles et en lui facilitant l'accès aux intrants ;

- 3-la promotion de la justice sociale, de l'emploi des jeunes et de l'autonomisation des femmes ;
- 4-la réhabilitation de l'école publique et du système de santé publique.

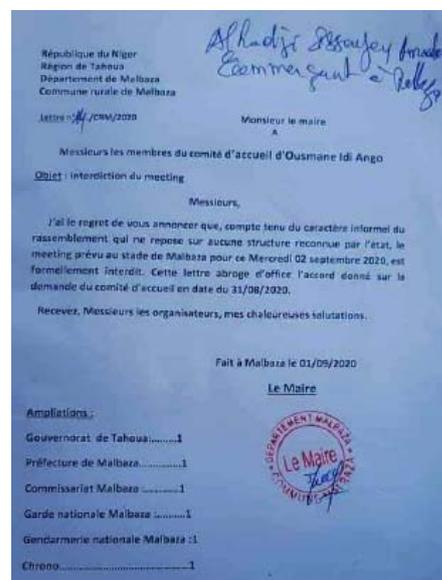
Aussi lançons nous un vibrant et exaltant appel à toutes les Nigériennes et à tous les Nigériens, de l'intérieur comme de la diaspora, à se dresser comme un seul homme pour la reconquête effective de nos droits aujourd'hui confisqués.

Interdiction d'un meeting d'accueil à Malbaza

Ousmane Idi Ango, traité déjà comme un opposant par ses amis du PNDS

Pour le retour au bercail d'Ousmane Idi Ango, récemment démissionnaire du Pnds Tarayya, ses partisans ont eu l'idée d'organiser un grand meeting d'accueil et de soutien au stade municipal de Malbaza, aujourd'hui, mercredi 2 septembre 2020. Une occasion qui, selon des sources crédibles, devrait être saisie pour demander à toutes les structures Pnds de la région de Tahoua de récuser la candidature de Mohamed Bazoum. Mal leur en a pris.

Dans une lettre datée du 1^{er} septembre 2020 et adressée aux initiateurs de la manifestation, avec ampliations au Gouverneur de Tahoua, à la Préfecture de Malbaza, à la police, à la



Garde nationale et à la Gendarmerie locales, le maire de Malbaza, qui a pourtant donné son accord le 31 août 2020, a informé le Comité d'accueil de l'interdiction formelle de la manifestation. Pire, selon des sources crédibles, son accueil n'est autorisé que pour deux véhicules. Pas plus. Ousmane Idi Ango est-il considéré déjà comme un opposant par la direction du Pnds Tarayya et traité comme tel ?

La Chronique de Malik

La littérature étrangère !

Il faut l'entendre littéralement. Elle désigne tout simplement les œuvres littéraires d'un pays autre que le nôtre. Le nationalisme de certains est aussi excessif que décoiffant. Il atteint des proportions inquiétantes par ses manifestations dangereuses, jusqu'en terre littéraire.

À l'égard des livres d'*ailleurs*, ils conçoivent un désintérêt de principe. Parfois même, une détestation suivie d'une propagande hostile. Il semblerait que l'idéologie politique, les rancunes historiques ou les différences religieuses et culturelles en constituent les raisons essentielles, et indépassables. Et pourtant !

La littérature est un patrimoine commun à l'humanité. Les lettres n'ont pas de nationalité. «Le bon sens, disait Descartes, est la chose la mieux partagée». A preuve que les idées transcendent les frontières. Par ailleurs, aucune civilisation, aucune langue ne s'est construite *ex nihilo*. Mieux, il a fallu que certaines meurent, pour que d'autres aient la vie jusqu'à nos jours. Le *latin* est qualifié de langue morte. Le *français* et l'*anglais*, plus rayonnantes que jamais, lui doivent tellement de mots. Le savons-nous ?

Les Iraniens et les Américains, deux peuples respectables, sont réputés ne pas s'apprécier. L'histoire l'explique. L'actualité le prouve. Pourtant, bien d'ouvrages écrits en *perse* sont traduits en *anglais*. Et vice-versa ! Que ne va-t-il pas ? Ils sont nombreux, aussi, les panafricanistes opposés au néocolonialisme, qui lisent Hugo et ne boudent pas Rousseau ! *Dont acte !* En vérité, rejeter un livre en raison de sa nationalité, c'est faire preuve d'une puérité

intellectuelle et d'une immaturité... tout court. C'est surtout prendre un pari onéreux. Contre-productif. Intenable et perdu d'avance. A propos de la vérité, Montaigne écrivait ceci : «*Je caresse et festoie la vérité en quelque main que je la trouve*». S'agissant des livres, il faudrait dire : «*Je célèbre et m'enivre de la littérature de quelque pays qu'elle vienne*». C'est autrement plus raisonnable et intellectuellement bénéfique. Car, il y a quelque chose de charmant, de curieux et d'instructif à s'intéresser à la littérature d'un pays. On découvre, au travers les lignes, sa culture, l'état de sa société, les plats exotiques, les charmes féminins, la mentalité locale. Lorsque l'auteur manie la plume, avec talent, on s'y sent physiquement.

Vous autres, étudiants en terre étrangère, lisez les livres de la patrie qui vous accueille ! Les futurs diplomates, prenez de l'avance ! Cultivez-vous, sur les pays, avant d'y être affectés ! Quant à vous, politiques et préjugés, laissez les lettres circuler ! Elles sont de Dieu ! Le nationalisme en littérature ? Il y est franchement malvenu.

Ma très chère *Fatou*, désormais, j'attache *Coupable* à ton souvenir ! Mon ami Abdoul-Wahab l'infatigable écrivain, *quid* de la littérature togolaise ? Monsieur Harouna N. Abdourahamane, la littérature politique burkinabé t'a éclairé n'est-ce pas ? Ne la lâche-pas ! Pratiquez, chérissez, propagez les *lettres étrangères* ! On partagera les vôtres !

La lecture, encore la lecture, et toujours la lecture.... pour échapper à l'inculture !

Abdoul-Malik Issoufa
Homme de Lettres

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication
Arouna Yacouba
94.95.75.33

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1000 Exemplaires sur
les presses de DARCYS